



Les unions régionales Ile-de-France (URIF) CGT FO FSU Solidaires, avec l'UNEF et l'UNL, se félicitent de la réussite de la mobilisation interprofessionnelle du 5 février : plus de 35 000 manifestants à Paris, salariés, étudiants, lycéens, rejoints par des gilets jaunes venus exprimer des revendications communes.

Le même jour, le projet de loi « anti-casseurs » a été adopté en première lecture à l'Assemblée nationale : nous rappelons que ce projet permet notamment à un préfet de prononcer une interdiction de manifester à l'encontre de toute personne « à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public ».

Nous exigeons le retrait immédiat de ce projet de loi liberticide qui vise à empêcher, non pas les actes violents, mais les manifestations, portant ainsi gravement atteinte à la démocratie, et au droit constitutionnel.

Nous exprimons notre solidarité pleine et entière à tous les manifestants blessés et mutilés à vie par des grenades de désencerclement, des tirs de flash-balls ou de LBD, dont nous exigeons l'interdiction.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté la campagne nauséabonde engagée par le gouvernement qui tendrait à assimiler la mobilisation des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes en gilets jaunes à la recrudescence des actes antisémites, racistes et homophobes. D'ailleurs, nos organisations syndicales ont toujours condamné et combattu l'antisémitisme, le racisme et l'homophobie.

Face à cette campagne honteuse, les salariés ne se laisseront pas dissuader de se mobiliser pour obtenir satisfaction sur leurs revendications portées depuis 3 mois et pour lesquelles le gouvernement n'a apporté aucune autre réponse que la répression.

Dans ce contexte, les URIF considèrent qu'au lendemain de la réussite du 5 février, ce qui portera un coup d'arrêt à ce gouvernement, c'est le blocage de l'économie, par la grève, par une mobilisation la plus large possible dans et hors les entreprises, avec toutes celles et ceux qui ont à cœur la justice sociale.

Les URIF appellent leurs unions départementales et leurs syndicats à prendre sans attendre, toutes les dispositions en ce sens, partout où les conditions sont réunies et entrer dans l'action.

Les URIF appellent dès maintenant à débattre en assemblées générales des moyens d'action à mettre en œuvre pour bloquer le pays, notamment en vue de l'appel des organisations FO CGT FSU Solidaires UNEF UNL UNL SD à la journée de grève du 19 mars, sur les revendications suivantes :

- **HALTE** à la répression policière – **RETRAIT** du projet de loi « anticasseurs »
- **HAUSSE** immédiate du SMIC à 1800€ – **AUGMENTATION** générale des salaires et des pensions
- **REVALORISATION** immédiate du point d'indice pour les fonctionnaires
- **RÉINDEXATION** des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie
- **RETRAIT** des contre-réformes « Dussopt », « Buzin », « Blanquer » dans la fonction publique
- **ABROGATION** des lois « Rebsamen », « El Khomri », « Macron » qui cassent le droit du travail
- **NON** à l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers, la sélection à l'Université
- **RETOUR** à la retraite à 60 ans et **ABANDON** de toute réforme de retraite par points

19 MARS - DÉPART DE LA MANIFESTATION PARISIENNE

13H – PLACE EDMOND ROSTAND, RER « LUXEMBOURG » (PRÈS DE LA SORBONNE)